

J'avais l'intention de passer en revue les inquiétudes formulées par divers groupes de retraités à l'époque où nous avons adopté la mesure mettant en vigueur le programme des 6 et 5. Je m'en tiendrai à une ou deux phrases et je dirai qu'à mon avis le Sénat devrait examiner cette pratique gouvernementale du détournement des caisses de retraite en vue de tenter de s'assurer que les bénéficiaires de ces caisses en obtiennent le maximum d'avantages.

Le prochain point que je voudrais aborder concerne l'ampleur de la dette fédérale qui suscite bien des inquiétudes. Généralement le ministre des Finances affirme que la dette fédérale s'élève à \$127 milliards. Je ne peux m'empêcher de taquiner mon honorable collègue qui parraine le projet de loi en lui rappelant que si depuis 1945 la population du Canada n'a fait que doubler, il n'a fallu que cinq ans pour doubler la dette nationale.

● (2230)

Selon le vérificateur général, nombre de passifs qui devraient figurer dans la dette nationale n'y figurent pas; on les cache et on les laisse grandir sans contrôle suffisant. Il signale que le déficit fédéral de l'an dernier était sous-estimé de \$6 milliards; selon mes propres calculs, cela revient à \$3 millions par heure de travail. Dernièrement, le ministre du Revenu a publié des données sur la dette nationale. A l'heure actuelle, les obligations d'épargne du Canada et les bons du Trésor représentent un passif de \$127 milliards. Le ministère a publié une liste d'autres passifs que je voudrais brièvement vous énumérer. Il y a le Programme d'encouragements pétroliers, qui coûte \$6.4 milliards. Il y a l'indexation de la pension des employés fédéraux. Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement s'est déjà servi des fonds de pension, mais comme il doit y ajouter l'indexation, cela représente une somme de \$13.5 milliards. Il y a les indemnités de départ dues aux fonctionnaires. Comme les honorables sénateurs le savent, les fonctionnaires touchent une semaine de salaire pour chaque année passée dans la Fonction publique. Cela s'élève à \$1.3 milliard. En outre, les employés de la Fonction publique ont tendance à laisser s'accumuler leurs congés payés qu'ils prendront au moment de leur retraite. On estime que cette sorte de report coûte un milliard.

Le sénateur Frith: Un milliard de dollars.

Le sénateur Phillips: Oui. Les dettes des sociétés de la Couronne s'élèvent à \$37 milliards. Le déficit de la Caisse de l'assurance chômage atteindra \$3.6 milliards. Ce qui fait au total \$209.8 milliards. Cela vaut pour le ministère du Revenu national qui n'est pas l'unique organisme gouvernemental. Étant donné que ce ministère a l'habitude de corriger mes déclarations d'impôt, je suis certain que ses calculs sont beaucoup plus précis que les miens.

Honorables sénateurs, je ne pense pas que chacun des passifs que je vous ai énumérés sera exigible aujourd'hui ou demain, mais le public canadien a tout lieu de s'inquiéter et je voudrais que le Sénat s'intéresse à ces questions à un moment ou l'autre. Aux honorables sénateurs que la question intéresse, je recommande de lire l'éditorial du *Toronto Sun* du 17 novembre. Ils n'ignorent certes pas que ce journal est un ardent défenseur du gouvernement actuel. J'ai pris beaucoup de plaisir à lire cet éditorial dont le titre «Cooking the Books» était passablement amusant, mais qui avait un ton très sérieux par

[Le sénateur Phillips.]

la suite. Je crois que si les directeurs et surtout les vérificateurs d'une compagnie agissaient comme le gouvernement agit sous bien des rapports, ils feraient l'objet de poursuites au criminel. Mais il y a de l'espoir. L'honorable Herb Gray, le président du Conseil du Trésor, n'a-t-il pas dit que le gouvernement devait intervenir quand quelque chose ne tourne pas rond. Espérons qu'il va s'exécuter.

J'ai parlé tout à l'heure d'un exposé de la Banque du Canada qui a rappelé que les emprunts des sociétés cette année étaient tombés d'environ 11 milliards à 6 milliards de dollars. Et comme la moitié de ces 6 milliards de dollars consistait en des renouvellements d'hypothèques, il y a eu véritablement une baisse spectaculaire des emprunts, ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir côté expansion, je le crains. J'ai quelques renseignements en main concernant de Haviland et Canadair, mais comme je ne voudrais pas dire du mal de cadavres encore chauds et qu'il se fait passablement tard, je propose de laisser tomber cette partie de mon allocution quitte à y revenir lors du débat sur le discours du trône. Il n'est pas mauvais d'avoir tout plein de notes. On ne sait jamais quand cela pourra servir.

Quand j'étudie les budgets supplémentaires, je m'amuse beaucoup à les dépouiller article après article, surtout quand je suis au poste «Services professionnels et spéciaux». Certains postes du budget supplémentaire (B) mériteraient de figurer dans une collection. Je ne voudrais pas oublier non plus le crédit 5b sous la rubrique «Agriculture». Dans le budget principal, on trouve un poste de \$7,233,000; le budget supplémentaire (A) avait un poste totalisant \$684,000, soit une augmentation de 9 p. 100 et le budget supplémentaire (B) présente une somme de l'ordre de \$3,798,000, soit une hausse de 52 p. 100.

Je trouve généralement que ces postes servent de fourre-tout pour embaucher des experts-conseils ou des fonctionnaires à la retraite et je soupçonne les ministères de les utiliser pour contourner les restrictions en matière d'embauche. Dans le budget supplémentaire (A) du ministère des Pêches et des Océans, on trouve \$4,204,000 au poste Services professionnels et spéciaux. Ce budget supplémentaire représente \$6,722,000 ou au total, environ 11 millions de dollars. Je parle du ministère des Pêches et des Océans, du crédit 1b, sous la rubrique «Services professionnels et spéciaux». J'allais dire qu'à 90 cents la livre, cela représente pas mal de morue.

Il y a trois ou quatre crédits pour le ministère des Transports, mais je n'en retiendrai qu'un, le programme des transports aériens. Le crédit s'élève à \$8,496,000, soit une augmentation de 27 p. 100 par rapport au budget des dépenses. Peut-être mène-t-on des enquêtes sur des catastrophes aériennes ou quelque chose du genre. Je crois qu'il faudrait nous donner certaines explications à ce sujet.

● (2240)

Le ministre d'État au Développement économique demande 2.23 millions de dollars. Une augmentation de 136 p. 100 pour des gens sans envergure comme eux! Jamais n'a-t-on eu recours à tant d'experts-conseil pour le développement économique. Je me demande combien d'argent on gaspille ainsi. Le solliciteur général a offert quelque \$40,000 à un expert-conseil pour redorer son image. Les contribuables ont eu de la chance, car il a retenu les services d'une personne honnête qui lui a vite fait comprendre que rien ne pourrait y parvenir.